

COMPTES CONSOLIDES

Exercice 2006

Non audités



le métal dans tous ses états

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006

<u>ACTIF (en k€, IFRS)</u>	<u>31 décembre 2006</u>	<u>31 décembre 2005</u>
Immobilisations corporelles	23 212	24 042
Immobilisations incorporelles	11	18
Ecart d'acquisition	48	48
Entreprises associées (M.E.E.)	346	338
Impôts différés	434	0
Autres actifs financiers non courants	159	155
Actif non courant	24 210	24 601
Stocks	20 892	18 055
Clients et autres débiteurs	26 966	24 006
Paiements d'avance	1 683	1 819
Trésorerie et dépôts à court terme	11 549	11 378
Actifs courants	61 090	55 258
Actifs non courants détenus en vue de la vente	475	492
TOTAL ACTIF	85 776	80 351

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (en k€, IFRS)	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Capital social émis	2 393	14 519
Primes d'émission	19 683	1 891
Actions propres	-34	-34
Ecarts de conversion	23	16
Résultats accumulés non distribués	3 912	1 998
<i>Dont résultat de l'exercice part du Groupe</i>	<i>-1 037</i>	<i>-1 325</i>
Capitaux propres, part du Groupe	25 977	18 390
Intérêts minoritaires	78	90
<i>Dont réserves des minoritaires</i>	<i>81</i>	<i>95</i>
<i>Dont résultats des minoritaires</i>	<i>-3</i>	<i>-5</i>
CAPITAUX PROPRES	26 055	18 480
Emprunts à plus d'un an	10 517	12 576
Autres passifs non courants	14 650	15 159
Provisions non courantes	5 245	3 204
Subventions publiques	170	154
Passif d'impôts différés	179	207
PASSIF NON COURANT	30 761	31 300
Avances et acomptes reçus	150	237
Fournisseurs et autres créditeurs	14 609	16 614
Emprunts & dettes financières < 1 an	12 927	12 620
Subventions publiques	0	0
Impôt courant	0	0
Provisions courantes	1 274	1 100
PASSIF COURANT	28 960	30 571
Passifs liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente	0	0
TOTAL du PASSIF & des CAPITAUX PROPRES	85 776	80 351

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE EXERCICE 2006

Hors pôle Tolmega

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en k€, IFRS)	2006	Pro-forma 2005	2005
Chiffre d'affaires de l'activité	83 158	77 282	99 998
Revenus locatifs	175	204	204
Produits issus de l'activité	83 333	77 486	100 202
Achats consommés	-32 621	-29 337	-37 919
Charges de personnel	-28 694	-28 711	-35 884
Charges externes	-18 081	-15 691	-20 589
Impôts et taxes	-3 138	-3 021	-3 821
Dotations aux amortissements	-3 126	-4 384	-4 722
Dotations aux provisions	-1 499		-1 093
Variation des produits en-cours et des produits finis	1 567	1 031	1 095
Autres produits et charges d'exploitation	1 350	1 256	1 891
Résultat opérationnel courant	-910	-1 371	-839
Autres produits et charges opérationnels	-804	-2 423	-2 423
Résultat opérationnel	-1 714	-3 794	-3 262
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	199	320	389
Coût de l'endettement financier brut	-706	-787	-927
Autres produits et charges financiers	1 998	1 319	1 346
Coût de l'endettement financier net	1 491	852	808
Charge (produit) d'impôt	-235	-72	-91
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	8	42	42
Résultat net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice	-451	-2 972	-2 503
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en-cours de cessions	-590	1 173	1 173
Résultat net de l'exercice	-1 040	-1 799	-1 330
. <i>Part du groupe</i>	-1 037	-1 794	-1 325
. <i>Intérêts minoritaires</i>	-3	-5	-5
Résultat net par actions en euros	-0,52	-9,51	-7,05
Résultat net dilué par actions en euros	-0,40	-0,90	-0,67

TABLEAU DES FLUX FINANCIERS (en K€)

	<i>Comptes consolidés au 31/12/2006</i>	<i>Comptes consolidés au 31/12/2005</i>
<i>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</i>		
Résultat net des sociétés intégrées	-1 040	-1 330
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	4 044	-1 181
- Variation des impôts différés	215	20
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-235	506
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 984	-1 985
Autres éléments sans effets sur les flux d'exploitation	-1 984	-1 284
Variation des stocks	-2 838	-778
Variation des créances liées à l'activité	-3 493	4 744
Variation des dettes liées à l'activité	-906	2 076
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-7 237	6 042
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-6 237	2 773
<i>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</i>		
Acquisition d'immobilisations	-2 403	-757
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	274	472
Incidence des variations de périmètre	0	3 398
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 129	3 113
<i>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</i>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Augmentations de capital en numéraire	10 001	42
Emissions d'emprunts	0	0
Remboursements d'emprunts	-1 465	-4 017
Autres mouvements divers de financement sur capitaux propres	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	8 536	-3 975
Variation de trésorerie	170	1 911
Trésorerie d'ouverture	11 379	9 468
Trésorerie de clôture	11 549	11 379
Variation de trésorerie	170	1 911

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES au 31 DECEMBRE 2006, en normes IFRS (en milliers d'euros, sauf mention contraire)

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes consolidés qui ont été arrêtés le 18 mai 2007 par le Conseil d'Administration.

En application du règlement n°1606/2002 du Conseil Européen adopté le 19 juillet 2002, la société GANTOIS présente ci-après les comptes annuels au 31 décembre 2006 sous le référentiel IFRS.

Principes généraux relatifs à l'application du référentiel IFRS

L'entreprise a choisi d'appliquer les normes du référentiel de préférence à des traitements alternatifs autorisés. Ces normes ont été appliquées à chacune des sociétés du Groupe intégrées en totalité dans les comptes consolidés.

De façon succincte, la présentation des comptes et des capitaux propres aux normes IFRS sont principalement influencées par l'application des normes suivantes :

- IAS 1 et IAS 35 : actifs et passifs destinés à être cédés et abandons d'activité
- IAS 16 et 36 : immobilisations corporelles, notamment sous l'effet du retraitement des durées de vie économiques des immobilisations industrielles et des constructions, et dépréciation des actifs
- IAS 32 : évaluation à la juste valeur des actifs et passifs non courants, du fait de l'actualisation des passifs RJ de GANTOIS et à un degré moindre, de TISSMETAL
- IAS 39 : retraitement de l'affacturage comme source de financement.

En ce qui concerne les conséquences de l'application de la norme IAS 36 aux immobilisations corporelles, les amortissements cumulés résultant de l'application de ce nouveau référentiel et des modalités retenues notamment en France, a conduit l'ensemble des entités françaises, en fonction des dispositions réglementaires existantes, à considérer que l'écart entre les amortissements calculés antérieurement et ceux issus de l'approche par composant des actifs corporels relèvent de la catégorie des amortissements dérogatoires dans chacun des bilans de ces sociétés. Ces amortissements dérogatoires sont retraités selon les normes en vigueur dans les comptes consolidés. Lorsque la situation fiscale de l'entité le justifie, ce retraitement intègre l'impact d'impôt différé passif correspondant.

Nous précisons dans les méthodes comptables les règles, choix et options retenues pour chacune des normes qui ont eu un impact sur les états financiers de l'entreprise.

Comparabilité des comptes

Le compte de résultat consolidé de l'exercice clos au 31 décembre 2005 comprenait l'activité du premier semestre 2005 de l'ancien sous-groupe TOLMEGA et ses participations dans LE CAILLEBOTIS TOLARTOIS et PONS FAMECO, activité qui a été cédée le 23 juillet 2005.

Hormis ce dernier élément, aucun fait ou changement comptable suffisamment significatif n'est susceptible d'affecter la comparabilité des comptes.

I. FAITS CARACTERISTIQUES

L'exercice 2006 est le premier exercice du plan de continuation prévoyant une recapitalisation intervenue début 2006 et le règlement de la première échéance du plan d'apurement en décembre 2006

Des réorganisations ont été menées afin de restaurer la compétitivité, un vaste projet d'implantation de système informatique de gestion intégré a été initié.

L'activité relativement médiocre dans la première partie de l'année, s'est accélérée dans le second semestre, dans un contexte très compétitif et de hausse de certaines matières premières.

II. MODALITES DE CONSOLIDATION

GENERALITES

L'entreprise a maintenu la permanence des méthodes à l'ensemble des opérations comptables.

METHODES DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre et détenues à plus de 50 % ont fait l'objet d'une intégration globale. La filiale dans laquelle GANTOIS est minoritaire a été mise en équivalence.

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2006. Toutes les participations significatives dans lesquelles GANTOIS assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

GANTOIS ne possède pas de filiale sur laquelle est exercé un contrôle conjoint.

Celles dans lesquelles GANTOIS exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20 % du capital sont mises en équivalence.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note "participations non consolidées").

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- Éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sont incluses dans le périmètre de consolidation toutes les sociétés dont les ETABLISSEMENTS GANTOIS détiennent directement ou indirectement 20 % au moins des droits de vote au 31 décembre 2006.

- **Sociétés incluses dans le périmètre de consolidation :**

Les sociétés consolidées sont les suivantes :

Dénomination, siège social, numéro SIREN et code APE des sociétés consolidées	Méthode de consolidation(*)	% d'intérêt de la société consolidante	Date d'arrêté des comptes sociaux
ETABLISSEMENTS GANTOIS 88100 Saint-Dié- Des-Vosges 505 680 298 00013 287 E	Société Mère	-	31.12.2006
COMPAGNIE DES CLOTURES ZI de Mitry- Campans – 2, rue Copernic- 77290 MITRY-MORY 572 058 154 00046 452 V	I.G.	99,928	31.12.2006
SOCIETE ANONYME IMMOBLIERE GANTOIS 8810 SAINT-DIE- DES-VOSGES 505 880 013 00014 702 A	I.G.	99,529	31.12.2006
PERFOMAT Rue de l'Industrie à DOMENE (38) 312 147 853 00013 284 B	I.G.	99,620	31.12.2006
TISSMETAL 31, rue du Val Clair – ZI de la Pompelle – REIMS (51) 326 605 755 00023 287 E	I.G.	99,898	31.12.2006
SCI L'ARONDELLE Rue de l'Industrie à DOMENE (38) 317 960 359 00014 702 C	I.G.	99,000	31.12.2006
JETCOUP 88100 SAINT-DIE- DES-VOSGES 387 833 577 00019 295 C	I.G.	65,911	31.12.2006
SCI LE VAL CLAIR 88100 SAINT-DIE- DES-VOSGES 389 471 293 00016 702 A	I.G.	99,801	31.12.2006
S.A. GERVOIS 80580 PONT REMY 302 112 867 00023 287 N	I.G.	99,798	31.12.2006
GERLON 10 rue Frichot – 80580 PONT REMY 349 008 284 00029 287 N	M.E.E.	33,931	31.12.2006
KOLYS 85210 STE HERMINE 389 271 241 00020 280 C	M.E.E.	34,000	31.12.2006
GANTOIS BELGIUM PLOMBIERES (Belgique)	I.G.	99,998	31.12.2006
Emil HITZ A.G. Hardstrasse, 22 à CH- BASSERSDORF (SUISSE)	I.G.	98,998	31.12.2006
GANTOIS ROMANIA A CHISODA - (ROUMANIE)	I.G.	100,000	31.12.2006

En outre, nous rappelons que la fondation HITZ en Suisse, qui gère les engagements de retraite de GANTOIS HITZ, est exclue du périmètre de consolidation.

- **Variations de périmètre :**

La société suivante, anciennement filiale du groupe GANTOIS, a été déconsolidée au 1^{er} janvier 2006. Cette décision s'explique par l'absence d'activité et la perspective de liquidation de cette filiale pour laquelle l'ensemble des actifs sont dépréciés.

METALWEAVE INC. Amesbury MA 01913 (USA)	Exclue	99,998	31.12.2006
---	--------	--------	------------

DATE DE CLOTURE

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels au 31 décembre 2006. Toutes les sociétés consolidées ont effectué un exercice d'une durée de 12 mois.

ELIMINATION DES OPERATIONS INTRA-GROUPE

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

METHODES DE CONVERSION DES COMPTES DES SOCIETES ETRANGERES

Pour les comptes correspondant à l'activité en zone Euro, la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations. Pour les comptes des filiales étrangères, hors zone Euro, les états financiers ont été convertis en euros sur la base des taux de change fixés par l'administration pour l'évaluation au 31 décembre des avoirs et dettes en monnaies étrangères à la zone euro (méthode du taux de clôture pour les postes du bilan et du taux moyen concernant le compte de résultat)

Filiale concernée	Devise, pour 1 EUR	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
HITZ	CHF	0.64305	0.63426	0.62232
METALWEAVE	USD	0.84767	0.61249	0.75930
ROMANIA	LEU	0.27195	0.28486	0.29555

L'incidence des variations monétaires sur la situation nette des filiales étrangères définies en devises à l'ouverture de l'exercice est constatée dans les capitaux propres pour un montant de 23 k€.

ECARTS DE PREMIERE CONSOLIDATION

L'écart initial de première consolidation a été analysé et ventilé en 1985 pour partie entre écart d'acquisition, immeubles et terrains et "écart de consolidation initiale" porté au passif en "réserves consolidées" pour un montant de 5 884 K€, inclus dans les réserves consolidées – part du groupe.

ECARTS D'ACQUISITION

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passif et passifs éventuels identifiables. Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont dépréciés.

III. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Gantois sont les suivants :

IMMOBILISATIONS & AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS

Approche par composants

La société a appliqué l'approche économique et par composant de ses immobilisations principalement sur les bâtiments et constructions, ainsi que sur les installations techniques spécifiques au métier de GANTOIS.

Le principal axe qui a guidé la société dans son approche par composant et/ou d'évolution de la durée d'amortissement est la durée de vie économique la plus probable en terme d'utilisation. Les spécificités des équipements GANTOIS ne justifient pas de critère autre qui pourrait amener l'entreprise à modifier d'autres paramètres pour le calcul des amortissements.

Il s'ensuit les règles et méthodes comptables suivantes appliquées aux différentes natures d'immobilisations :

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles qui représentent pour l'essentiel des logiciels acquis ou créés et des fonds de commerce, ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Les logiciels sont comptabilisés au poste « concessions, brevets, licences... ».

Les fonds de commerce issus des comptes sociaux antérieurs à l'application du CRC 99.02 continuent à être distingués à l'actif mais font l'objet d'un amortissement en intégralité.

Il n'y a pas d'immobilisation incorporelle dont la consistance justifierait une approche par composant.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport, ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 et ayant fait l'objet d'une réévaluation.

La production immobilisée, qui concerne uniquement la fabrication d'outillages internes, est valorisée :

- ✓ au coût d'achat des matières consommées,
- ✓ au coût complet des heures de production en utilisant le même taux horaire que pour la valorisation des stocks.

Selon le traitement de référence de la norme IAS 23, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les contrats de crédit-bail mobilier (de valeur significative) et immobilier donnent lieu à retraitement, de même que les locations financières avec option d'achat. Les immobilisations concernées sont évaluées à leur valeur vénale à la date de départ des contrats (valeur dans les livres des bailleurs)

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation et les créances rattachées, détenus par les sociétés du périmètre, sont annulés.

Ce poste comprend essentiellement des dépôts et cautionnements versés.

AMORTISSEMENTS

- **Immobilisations incorporelles**

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- ✓ Fonds de commerce 5 ans
- ✓ Logiciels 1 à 3 ans
- ✓ Ecart d'acquisition selon test de dépréciation

- **Immobilisations corporelles**

Les amortissements des immobilisations correspondent à ceux figurant dans les comptes sociaux de chaque société. Ils ont été calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées de vie prévues. Aucun retraitement n'a été effectué. Les immobilisations font l'objet d'un amortissement accéléré lorsque la durée d'utilisation devient inférieure à la durée d'utilisation initialement prévue.

L'approche par composant a abouti à prendre en compte les règles et durées d'amortissements suivantes :

- Pour les installations techniques, suite à une analyse des dossiers d'investissements et de leur évolution en relation avec les responsables du parc industriel, la société a défini l'approche la plus représentative des durées de vie réelles des équipements industriels et de leurs composants.
- Pour les constructions, une fois déterminées les valeurs brutes selon les affectations des bâtiments (industriels, entreposage ou de bureaux), il a été appliqué des modalités d'approche par composant généralement reconnues.

Détermination des durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement sont alors appliquées à chaque nature de composant selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée du composant.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

✓ Bâtiments & constructions:

Les bâtiments sont décomposés par éléments et généralement amortis selon les durées suivantes :

- gros œuvre en dur : 40 ans
- agencements extérieurs, voirie et réseaux divers : 40 ans
- gros œuvre en préfabriqué : 30 ans
- second œuvre : 25 ans
- agencements intérieurs, installations : 15 ans
- installations techniques : 20 ans

✓ Equipements industriels :

Quand l'équipement le justifie (métiers à tisser, lignes de perforation...) l'immobilisation est éclatée par composants généralement amortis selon les durées suivantes :

- structure de l'équipement : 30 ans
- composants mécaniques : 10 ans
- composants électroniques et automatismes, commandes numériques : 10 ans
- composants hydrauliques et pneumatiques : 7 ans

✓ Autres immobilisations corporelles :

Le matériel est généralement amorti selon les durées suivantes :

- matériel informatique centralisé : 5 ans
- matériel informatique individuel : de 3 à 5 ans
- mobilier de bureau : 10 ans

L'entreprise a par ailleurs conservé les principaux critères des règles d'amortissements antérieurs : amortissement selon la méthode linéaire, sur la totalité de la valeur brute de chaque composant. En outre, pour les biens non décomposés, l'entreprise a généralement maintenu les durées d'amortissements issues des usages.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature qui conduirait à constater que les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

Lorsque des provisions ont été constituées pour faire face au risque de dépréciation d'actifs immobiliers, ces provisions sont venues en diminution des valeurs brutes à l'actif.

Les immobilisations financées par crédit-bail ou en location financière avec option d'achat sont amorties en mode linéaire, selon les mêmes critères et durées d'utilisation que ceux des immobilisations équivalentes acquises en pleine propriété.

VALEUR RECOUVRABLE DES AUTRES ACTIFS NON COURANTS

A chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe un indice indiquant qu'un actif a pu perdre de la valeur. Si un indice de perte de valeur existe, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant perdu de la valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'acquisition diminué de l'escompte fournisseur obtenu s'il y a lieu, selon la méthode premier entré/premier sorti.

Les stocks d'en-cours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production (hors frais financiers) incluant le coût matières et le coût main d'œuvre constaté à fin septembre de l'année en-cours.

Une dépréciation est pratiquée en cas de rotation lente (50 à 95 % de la valeur correspondante) Une provision pour dépréciation des stocks est constatée si le cours du jour ou bien la valeur de réalisation, est inférieur au coût de production.

Les marges réalisées entre les sociétés du Groupe sur les produits en stock sont éliminées.

CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS COURANTS

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables.

Les créances cédées à une société d'affacturage sont retraitées (société concernée : ETABLISSEMENTS GANTOIS)

Les créances dont le recouvrement est confié à un organisme extérieur de recouvrement ou pour lesquelles une procédure est en cours sont provisionnées suivant leur ancienneté. Les créances sur clients en redressement judiciaire sont provisionnées à 90 %. En cas de liquidation judiciaire, la provision est de 100 %. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, INSTRUMENTS FINANCIERS (IAS 32-39)

La trésorerie et les dépôts à terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 3 mois.

Les dépôts à court terme sont constitués de SICAV de trésorerie. La valeur comptable des valeurs mobilières de placement est comparée à leur valeur boursière, les moins-values ou plus-values latentes sont constatées en résultat financier.

Le groupe n'utilise aucun support de placement pouvant présenter des composantes de risque de perte de valeur, d'options ou d'instruments dérivés pouvant justifier une actualisation en juste valeur.

PRETS ET EMPRUNTS PORTANT INTERETS

Tous les prêts et emprunts sont initialement enregistrés au coût, qui correspond à la juste valeur du montant reçu, net des coûts liés à l'emprunt. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

DETTES NON COURANTES (IAS 39 – IAS 10)

Les dettes financières et d'exploitation comprennent des montants significatifs issues des passifs constitués lors des déclarations de redressement judiciaire de ETABLISSEMENTS GANTOIS et à un degré moindre, de sa filiale TISSMETAL, augmentées le cas échéant des avances de trésorerie effectuées par l'Association de Garantie des Salaires pour mener à bien les plans de restructuration.

Dans la mesure où ces dettes seront remboursées sur des périodes de dix ans, leur partie à plus d'un an été actualisée à la juste valeur (IAS 39) en fonction des échéances de remboursement connues (dates et montants) prenant en compte :

- ✓ les modalités définies de remboursement des passifs ;
- ✓ le taux moyen du marché monétaire qui correspond le mieux à cette durée.

PROVISIONS (IAS 19 – IAS 36)

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque le groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat net de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant les risques spécifiques au passif.

Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Les provisions antérieurement constituées pour faire face à la dépréciation de certains actifs ont été reclassés en diminution des actifs concernés.

Sur les différentes périodes retraitées et présentées dans ce document, l'essentiel des provisions non courantes est constitué des engagements du Groupe liés aux indemnités de départ à la retraite en France, actualisées par les hypothèses retenues.

PENSIONS ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI (IAS 19)

• France

Pour les sociétés françaises, les provisions pour indemnités de départ à la retraite sont enregistrées depuis 2005 dans les comptes consolidés. Ces engagements reflètent les obligations découlant des conventions collectives auxquelles sont soumises les différentes sociétés. Les calculs intègrent :

- ✓ une hypothèse de départ volontaire en retraite à 60 ans pour le personnel mensuel et 63 ans pour les cadres ;
- ✓ un taux de turnover ;
- ✓ un taux d'actualisation financière ;
- ✓ un taux d'augmentation des salaires.

Hypothèses de calcul retenues	<u>France</u>
✓ Taux d'augmentation des salaires	0 à 2 %
✓ Taux d'inflation	2%
✓ Taux d'actualisation des actifs	4.5%

• Autres pays

La société suisse Emil Hitz, A.G. et ses salariés contribuent, par le versement de contributions patronales et salariales, à la constitution d'un fonds géré par la Fondation Emil Hitz. Celle-ci est redevable des rentes et prestation de retraite envers les salariés de la société Emil Hitz, A.G. Dans ce régime, la prestation reçue par l'ancien membre du personnel est déterminée par le montant des cotisations versées. Le coût pour l'employeur est limité aux cotisations dues au titre des services rendus au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'autre obligation de l'employeur de combler un déficit. Aucune obligation n'est constatée dans les comptes consolidés au titre de ces engagements hormis les prestations mensuelles qui ne seraient pas réglées à la clôture de l'exercice.

CONTRATS DE LOCATION (IAS 17)

Les contrats de location-financement, qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat. Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Les provisions ont été évaluées individuellement en fonction de la meilleure estimation possible du risque.

Depuis 2005, ce poste prend en compte les engagements de l'entreprise au titre des indemnités de départ à la retraite (dites « IDR ») dont les critères d'évaluation sont précisés dans la note ci-dessus, IAS 39.

Une provision au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) a été comptabilisée pour la première année en 2006 pour les sociétés Gantois et Tissemétal (non significatif pour les autres entités).

L'engagement au titre du DIF a été enregistré selon les modalités suivantes :

- ✓ Valorisation des heures sur la base de 50% du taux horaire réel chargé ;
- ✓ Valorisation du coût de la formation à hauteur de 43.€ / heure correspondant à la moyenne constaté au niveau de Gantois ;
- ✓ Comptabilisation dans les réserves consolidées de 2/3 de l'engagement estimé et de 1/3 en compte de résultat au 31/12/2006.

INTEGRATION FISCALE

ETABLISSEMENTS GANTOIS a constitué un groupe intégré fiscalement depuis le 1er janvier 2003. Les filiales incluses sont : COMPAGNIE des CLOTURES, GERVOIS, PERFOMAT et S.A.I.G. Le montant de l'impôt sur les sociétés de l'exercice 2006 a engendré un crédit d'impôt correspondant pour ETS GANTOIS.

IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés actif et passif sont calculés selon la méthode du report variable à partir de toutes les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les actifs d'impôts différés, y compris sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les taux d'impôts applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants différés à la clôture.

L'impôt différé figurant au bilan pour un montant actif de 434 K€ et passif de (179) K€ correspond aux éléments suivants :

- ✓ Retraitement de provisions pour risques et charges chez Gantois Belgium pour (179 K€) ;
- ✓ Déficit reportable de la filiale HITZ en Suisse pour 116 K€ ;
- ✓ Différentiel d'amortissements chez HITZ entre les principes IFRS et les principes suisses pour 318 K€.

Compte-tenu des aléas de la conjoncture et des prévisions de résultats, il n'a pas été retenu d'impôt différé actif net au titre des sociétés ETS GANTOIS, JETCOUP et TISSMETAL. Le montant potentiel des impôts différés actifs non comptabilisés, liés aux déficits fiscaux de ces sociétés se monte à 26 974 K€ pour le Groupe fiscalement intégré GANTOIS et à 1 926 K€ pour TISSMETAL.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de manière fiable. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent également être remplis pour que les produits des activités ordinaires puissent être reconnus :

Ventes de biens :

Le produit des activités ordinaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur et que le montant du produit des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable.

IV. COMPARABILITE DES COMPTES

Le compte de résultat consolidé de l'exercice clos au 31 décembre 2005 comprenait l'activité du premier semestre 2005 de l'ancien sous-groupe TOLMEGA et ses participations dans LE CAILLEBOTIS TOLARTOIS et PONS FAMECO, activité qui a été cédée le 23 juillet 2005.

Hormis ce dernier élément, aucun fait ou changement comptable suffisamment significatif n'est susceptible d'affecter la comparabilité des comptes.

V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Exercice 2006
<i>Valeurs brutes</i>							
Ecart d'acquisition (1)	1 871	0	0	0	0	0	1 871
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences	672	0	-23	0	0	0	649
Fonds de commerce (2)	392	0	0	0	0	0	392
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés	0	0	0	0	0	0	0
Total	2 935	0	-23	0	0	0	2 912
<i>Amortissements</i>							
Ecart d'acquisition (1)	-1 823	0	0	0	0	0	-1 823
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences	-654	0	16	0	0	0	-638
Fonds de commerce (2)	-392	0	0	0	0	0	-392
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés	0	0	0	0	0	0	0
Total	-2 869	0	16	0	0	0	-2 853
<i>Valeurs nettes</i>							
Ecart d'acquisition (1)	48	0	0	0	0	0	48
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences	18	0	-7	0	0	0	11
Fonds de commerce (2)	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés	0	0	0	0	0	0	0
Total	66	0	-7	0	0	0	59

ECARTS D'ACQUISITION

L'excédent du coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées sur la valeur mathématique de ces titres à la date d'acquisition est inscrit comme "écart d'acquisition" à l'actif du bilan.

(1) Les écarts d'acquisition portent sur les sociétés suivantes :

ECARTS D'ACQUISITION

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Exercice 2006
<i>Valeurs brutes</i>							
Performat	210	0	0	0	0	0	210
Gervois	901	0	0	0	0	0	901
Hitz	708	0	0	0	0	0	708
Gantois Belgium	52	0	0	0	0	0	52
Total	1 871	0	0	0	0	0	1 871
<i>Amortissements</i>							
Performat	-210	0	0	0	0	0	-210
Gervois	-901	0	0	0	0	0	-901
Hitz	-660	0	0	0	0	0	-660
Gantois Belgium	-52	0	0	0	0	0	-52
Total	-1 823	0	0	0	0	0	-1 823
<i>Valeurs nettes</i>							
Performat	0	0	0	0	0	0	0
Gervois	0	0	0	0	0	0	0
Hitz	48	0	0	0	0	0	48
Gantois Belgium	0	0	0	0	0	0	0
Total	48	0	0	0	0	0	48

(2) Le solde du compte "Fonds de commerce" se décompose comme suit:

FONDS DE COMMERCE

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 2006
<i>Valeurs brutes</i>							
Gantois SA	56	0	0	0	0	0	56
CDC	13	0	0	0	0	0	13
Tissmétal	161	0	0	0	0	0	161
Gervois	149	0	0	0	0	0	149
Performat	13	0	0	0	0	0	13
Total	392	0	0	0	0	0	392
<i>Amortissements</i>							
Gantois SA	-56	0	0	0	0	0	-56
CDC	-13	0	0	0	0	0	-13
Tissmétal	-161	0	0	0	0	0	-161
Gervois	-149	0	0	0	0	0	-149
Performat	-13	0	0	0	0	0	-13
Total	-392	0	0	0	0	0	-392
<i>Valeurs nettes</i>							
Gantois SA	0	0	0	0	0	0	0
CDC	0	0	0	0	0	0	0
Tissmétal	0	0	0	0	0	0	0
Gervois	0	0	0	0	0	0	0
Performat	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes							
Terrains	2 825	0	-24	0	-9	0	2 792
Terrains en crédit-bail	202	0	0	0	0	0	202
Constructions	19 105	252	-63	0	-106	0	19 188
Constructions en crédit-bail	5 957	0	0	0	0	0	5 957
Installations techniques, mat. & out.	57 774	850	-957	0	58	0	57 726
Instal, mat. & out. en crédit-bail	1 778	0	0	0	0	0	1 778
Autres immobilisations corporelles	5 361	681	-178	-815	1	0	5 050
Autres immo. corp. en crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	68	570	-75	0	0	0	563
Avances et acomptes	0	49	0	0	0	0	49
Total	93 071	2 402	-1 297	-815	-56	0	93 305
Amortissements							
Terrains	67	-10	0	0	0	0	57
Terrains en crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0
Constructions	-11 583	-602	75	0	107	-119	-12 122
Constructions en crédit-bail	-3 108	-115	0	0	0	0	-3 223
Installations techniques, mat. & out.	-48 648	-2 168	930	0	61	0	-49 825
Instal, mat. & out. en crédit-bail	-712	-19	0	0	0	0	-731
Autres immobilisations corporelles	-5 045	-206	173	815	13	0	-4 250
Autres immo. corp. en crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Total	-69 028	-3 119	1 178	815	181	-119	-70 093
Valeurs nettes							
Terrains	2 892	-10	-24	0	-9	0	2 849
Terrains en crédit-bail	202	0	0	0	0	0	202
Constructions	7 523	-350	12	0	1	-119	7 067
Constructions en crédit-bail	2 849	-115	0	0	0	0	2 734
Installations techniques, mat. & out.	9 126	-1 317	-27	0	119	0	7 901
Instal, mat. & out. en crédit-bail	1 066	-19	0	0	0	0	1 047
Autres immobilisations corporelles	316	475	-5	0	14	0	800
Autres immo. corp. en crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	68	570	-75	0	0	0	563
Avances et acomptes	0	49	0	0	0	0	49
Total	24 042	-717	-119	0	125	-119	23 212

ACTIVITES EN COURS DE CESSION

Les actifs détenus en vue de leur cession ont été isolés et correspondent aux éléments suivants :

- ✓ L'immeuble industriel de Monthureux sur Saône définitivement arrêté (VNC nulle) ;
- ✓ L'atelier dit Hermès à Saint Dié, fermé suite à la restructuration de l'activité de tissage (VNC 475 K€).

STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

STOCKS & EN-COURS

	Exercice 2005	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Autres variations	Exercice 2006
Valeurs brutes						
Matières premières	5 239	1 315	-151	0	0	6 403
En-cours	2 042	168	-25	0	0	2 185
Produits intermédiaires et finis	13 388	1 561	0	0	0	14 949
Marchandises	737	78	-58	0	0	757
Total	21 406	3 122	-234	0	0	24 294
Provisions pour dépréciation						
Matières premières	-706	-30	44	0	0	-692
En-cours	-22	-1	19	0	0	-4
Produits intermédiaires et finis	-2 559	-82	0	0	0	-2 641
Marchandises	-64	-4	3	0	0	-65
Total	-3 351	-117	66	0	0	-3 402
Valeurs nettes						
Matières premières	4 533	1 285	-107	0	0	5 711
En-cours	2 020	167	-6	0	0	2 181
Produits intermédiaires et finis	10 829	1 479	0	0	0	12 308
Marchandises	673	74	-55	0	0	692
Total	18 055	3 005	-168	0	0	20 892

ECHEANCIER DES CREANCES

ECHEANCE DES CREANCES

<i>Valeurs brutes</i>	<i>Exercice 2006</i>	<i>< 1 an</i>	<i>>1 AN</i>
Avances et acomptes versés	1 683	1 683	0
Clients et comptes rattachés	24 907	24 757	150
Créances sociales et fiscales	1 257	1 242	15
Débiteurs divers	476	-835	1 310
Charges constatées d'avance	327	327	0
Charges à répartir	0	0	0
Total	28 649	27 174	1 475

TRESORERIE ET DEPOTS COURT TERME

A la clôture de l'exercice, la trésorerie est constituée de 8 310 K€ de valeur mobilières de placement, le solde correspondant à des concours bancaires courants.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE ET MINORITAIRES

Montants en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres					Total des capitaux propres - part du groupe
					Ecarts de conversion	Ecarts de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Autres variations	Total Autres	
Situation à la clôture										
Exercice 31/12/2004	14 519	1 891	14 816	-15 325	14	0	-76	2 842	2 780	18 681
Affectation du résultat 2004			-15 325	15 325						0
Résultat de l'exercice 2005				-1 325				-4	-4	-1 329
Variations du capital de l'entreprise consolidante										0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							42		42	42
Incidence des réévaluations										0
Variation des écarts de conversion					2				2	2
Changements de méthodes comptables										0
Autres Fonds Propres			58					936	936	994
Exercice 31/12/2005	14 519	1 891	-451	-1 325	16	0	-34	3 774	3 756	18 390
Affectation du résultat 2005			-1 326	1 325						-1
Résultat de l'exercice 2006				-1 037						-1 037
Variations du capital de l'entreprise consolidante	-12 126	17 792								5 666
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle										0
Incidence des réévaluations										0
Variation des écarts de conversion					7				7	7
Changements de méthodes comptables										0
Autres Fonds Propres			6 726					-3 774	-3 774	2 952
Exercice 31/12/2006	2 393	19 683	4 949	-1 037	23	0	-34	0	-11	25 977

PROVISIONS

PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES

	Exercice 2005	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Exercice 2006
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	2 871	318	-21	0	0	0	-42	3 126
Provisions pour médailles du travail	316	9	-4	0	0	0	2	324
Provisions pour grosses réparations	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour restructuration	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges prud'homaux	51	39	-34	0	0	0	0	56
Provisions pour impôts	145	0	-86	0	0	0	0	59
Provisions pour DIF	0	626	0	0	0	0	1 251	1 877
Autres provisions pour risques & charges	921	546	-404	0	0	2	11	1 077
Total	4 303	1 539	-549)	0	0	2	1 223	6 519

(*) Les provisions pour risques constituées ou complétées au 31 décembre 2006 correspondent principalement aux événements suivants :

- ✓ Dotation de provision au titre du Droit Individuel à la Formation 2006 : 626 k€
- ✓ Accroissement des engagements sociaux (IDR) : 318 k€

EVOLUTION DES PASSIFS

Nature des retraitements significatifs :

- ✓ Pour tous les postes : les valeurs liées aux activités en cours d'abandon ou de cession sont reclassées en « passifs liés à des actifs non courants en vue de la vente ou de l'abandon »
- ✓ Provisions pour risques et charges : lorsqu'elles concernent des dépréciations d'actifs, elles sont reclassées en diminution des actifs correspondants.
- ✓ Dettes financières : retraitement de l'affacturage (voir note sur les créances courantes), et actualisation en juste valeur pour la partie à plus d'1 an.
- ✓ Dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales : actualisation en juste valeur pour la partie à plus d'1 an.

Nature des reclassements en passif non courant :

- ✓ Provisions pour risques et charges : sont classées en passif non courant les provisions qui concernent les engagements sociaux de l'entreprise vis à vis de son personnel : indemnités de départ à la retraite, médailles du travail...
- ✓ Dettes financières, dettes fournisseurs, fiscales et sociales : soit la partie à plus d'un an des emprunts bancaires, soit les dettes issues des passifs RJ de GANTOIS et TISSMETAL dont les échéances de remboursements sont à plus d'1 an.

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Détail des rubriques: l'endettement financier à plus d'un an comprend non seulement le passif financier à long terme, mais également le passif RJ d'exploitation du Groupe dès lors que les conditions de règlement attachées sortent très largement des pratiques habituelles et sont assimilées à des opérations de financement.

	<i>Exercice 2006</i>	<i>< 1 an</i>	<i>1-5 ans</i>	<i>> 5 ans</i>	<i>dont dette RJ</i>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 987	737	3 451	5 799	7 753
Emprunts issus de location-financement	259	252	7		
Dettes financières diverses	297	252	45		
Concours bancaires courants	12 901	11 686	532	683	1 297
Total emprunts et dettes financières	23 444	12 927	4 035	6 482	9 050

ECHEANCIER DES AUTRES DETTES

	<i>Exercice 2006</i>	<i>< 1 an</i>	<i>1-5 ans</i>	<i>> 5 ans</i>	<i>dont dette RJ</i>
Fournisseurs	9 585	4 996	2 238	2 351	4 925
Fournisseurs d'immobilisations	22	22			
Avances et acomptes reçus sur commande	150	150			
Dettes fiscales et sociales	18 472	8 276	4 957	5 239	11 755
Dettes diverses	984	949	15	20	44
Produits constatés d'avance	366	366			
Total autres passifs à court terme	29 579	14 759	7 210	7 610	16 724

(1) Les dettes à plus de 1 an sont constituées des passifs RJ de ETS GANTOIS et TISSMETAL au 31 décembre 2006, actualisés en juste valeur en application des plans et modalités de remboursements effectifs, dont le détail et les échéances sont mentionnées ci-dessous

Passifs issus des redressements judiciaires de GANTOIS et de TISSMETAL

La méthode d'actualisation retenue a pris en compte les modalités suivantes :

Passifs RJ du groupe en K€	Brut	Intercos	Brut Groupe	Actualisé	Dont part non courante
Emprunts	9 629	0	9 629	7 753	7 256
Fournisseurs	6 317	-279	6 038	4 925	4 585
Personnel et Organismes sociaux	8 595	0	8 595	7 172	5 919
Etat	5 681	0	5 681	4 583	4 272
Compte Courants	2 549	-2 549	0	0	0
Divers Autres	54	0	54	44	41
Banques	1 612	0	1 612	1 297	1 216
Total autres passifs à court terme	34 438	-2 828	31 610	25 775	23 288

- Les valeurs dites « brut » sont constituées des dettes comprises dans les passifs RJ des deux sociétés concernées, et ont été retenues en actualisation lorsqu'elles ne portaient pas intérêts.
- L'impact global de l'actualisation de ces dettes non courantes est de 5 835 k€.
- Le taux appliqué est l'EURIBOR 1 an, soit 3.931% au 31.12.2006, comparé à 2.816% au 31.12.2005. L'impact de l'évolution du taux d'actualisation est favorable de 1 489 k€ sur la période.

Echéancier du passif RJ groupe, en valeur actualisée par année de remboursement :

Années	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011
Montant des échéances par année	2 478	3 207	2 320	2 754	2 650
Années	2 012	2 013	2 014	2 015	TOTAL
Montant des échéances par année	3 033	2 913	3 468	2 953	25 775

IV INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES des ACTIVITES

Ventilation par activité (en K€)	2 006	2 005
Tôles perforées	25 853	18 055
Tissages et façonnages	19 253	31 229
Grillagerie et serrurerie	33 236	23 715
Divers (fils, immobilier, services)	4 546	4 537
Chemins de câbles et caillebotis		22 463
Totaux	82 888	99 998

EFFECTIF MOYEN

Effectif moyen employé par classification au cours de l'exercice dans les entreprises consolidées par intégration globale est de :

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Cadres et équivalents	90	101
Agents de maîtrise et employés	217	251
Ouvriers et apprentis	620	569
Total	927	921

IMPOTS SUR LES RESULTATS

Dans le compte de résultat, la provision pour impôt représente en 2006 une charge de 234 K€ qui s'analyse comme suit :

	<i>Exercice 31/12/2006</i>	<i>Exercice 31/12/2005</i>	<i>Variation</i>
Impôt exigible	19	111	-92
Charge (produits) d'impôts différés	215	-20	235
Impôts sur les résultats	234	91	143

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de R&D sont pris en totalité en charges d'exploitation. Ils sont limités à des travaux d'amélioration de processus industriels pour la mise en oeuvre de nouvelles solutions techniques, et dont l'avantage économique futur est rarement dissociable d'investissements techniques nécessaires à en garantir le succès. Dans ces conditions, l'entreprise considère que les conditions ne sont pas remplies pour en justifier l'immobilisation.

En tout état de cause, les frais de R&D sont limités à moins de 1% du chiffre d'affaires, notamment depuis 2 ans, du fait du contexte de ETABLISSEMENTS GANTOIS.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'ensemble des honoraires comptabilisé en faveur des commissaires aux comptes ou auditeurs de la maison-mère et de chacune des sociétés intégralement consolidées s'est élevé pour l'exercice 2006 à 223 509 euros.

Ils comprennent l'exécution de leur mandat de révision proprement dit dans le cadre de leur mission, ainsi que toutes les opérations qu'ils ont eues à effectuer dans le cadre des obligations légales

REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Le montant du groupe versé au cours de l'exercice est de :	2006 484 K€	2005 296 K€
--	-----------------------	-----------------------

INFORMATION SECTORIELLE & AUTRES INFORMATIONS

INFORMATION SECTORIELLE

Les technologies et segments de GANTOIS

Si l'organisation opérationnelle, qui a été mise en place de façon progressive, vise à allouer les ressources techniques et commerciales auprès des secteurs de clientèle évoqués ci-dessus pour mieux les servir et refléter l'évolution du Groupe, les savoir-faire et actifs de la Société sont principalement répartis autour des activités suivantes :

- Tissage métallique et façonnage ;
- Perforation de tôles métalliques ;
- Technologies de grillages et serrurerie.

La majorité des fabrications GANTOIS sont effectuées sur la base de cahiers des charges, ou de spécificités techniques ou fonctionnelles, le poids des produits en catalogue dans le chiffre d'affaires du Groupe étant mineur. Les produits évoqués ci-dessus et livrés aux clients sont obtenus par étapes successives de transformation de l'acier, puis d'éventuelles opérations supplémentaires de soudure, assemblage, galvanisation, plastification et de façonnage... Les différents achats de matières, achats de fils ou de toiles métalliques, de tôles plates..., sont dédiés à chaque activité industrielle. De même que les équipements de production : métiers à tisser, lignes de perforation, soudeuses pour fabrication de clôtures et de grillages, sont, ainsi que le personnel de production, homogènes avec ces départements industriels.

Secteur "Tissus métalliques et façonnage"

La principale production liée à cette technologie est la fabrication de toiles métalliques à haut pouvoir soit de filtration, soit d'isolation thermique ou acoustique. Ces toiles peuvent être ensuite façonnées pour aboutir à des composants plus élaborés intégrés dans des produits industriels. Parmi les produits phares issus de ce savoir-faire industriel, figurent des toiles métalliques intégrées dans les nacelles des réacteurs des gros porteurs d'Airbus (A340 et A380) à haut pouvoir d'absorption du bruit et de chaleur, des composants filtrants intégrés dans le sous-ensemble déclencheur de certains modèles d'airbags, des tissus tricotés à forte capacité d'absorption entourant les pots catalytiques et autres sous-ensembles des échappements automobiles.

Secteur "Tôles perforées"

L'élément important de savoir-faire consiste à prendre des tôles plates en rouleaux, d'épaisseurs variables, et de les perforer pour obtenir des tôles de différentes formes, parfois en quinconce (garnissage de garde-corps, protection de pot d'échappement), parfois déformées pour y ajouter des propriétés antidérapantes, esthétiques, perforées ayant des applications multiples. Les produits en résultant peuvent ultérieurement être emboutis, poinçonnés, gaufrés, puis thermolaqués, anodisés, polies... Des exemples de débouchés de cette technologie sont des capots de ventilation, caillebotis et marche-pieds, calandres pour poids lourds, plaques perforées facilitant le refroidissement de l'eau dans les centrales nucléaires, tôles de protection en milieu industriel, cathodes métalliques pour la séparation de gaz, tôles gaufrées pour les carters de protection...

Secteur "Grillagerie et serrurerie"

Ces fabrications sont principalement produites à partir de fils métalliques en bobines, assemblés ou transformés pour obtenir des produits maillés, soudés, pouvant être ondulés, déformés, entrecroisés, assemblés selon les besoins de chaque application. Les principaux débouchés sont essentiellement des grillages, clôtures, grilles de criblage pour carrières, tapis transporteurs pour le milieu industriel (agroalimentaire, visserie, boulonnerie, verrerie...).

En outre, une importante activité s'est développée autour de la production d'escaliers métalliques, de sous-ensembles mécano-soudés pour des applications industrielles (chimie, traitements de gaz et de déchets).

Performance des secteurs d'activité

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur d'activité du Groupe, des informations sur les produits des activités ordinaires, les marges et certaines informations relatives aux actifs et aux effectifs pour l'année 2006.

La participation des différentes entités industrielles du Groupe à ces activités se présente comme suit :

	Tissage métallique	Perforation	Grillagerie et serrurerie
ETS GANTOIS	X	X	X
PERFOMAT		X	
GERVOIS	X		
TISSMETAL	X		X
ROMANIA	X		

Les filiales GANTOIS BELGIUM (Belgique), HITZ (Suisse) METALWEAVE (USA) sont principalement des filiales de distribution, dont le chiffre d'affaires total ne dépasse pas 10% du chiffre d'affaires consolidé de GANTOIS.

Attention : disponibilité des informations sectorielles ou analytiques

La conception du système d'information financier et analytique de la société GANTOIS est basée sur une architecture éminemment éclatée des traitements, et un principe d'imputation rationnelle des coûts de personnel et des charges de fonctionnement dont les principales implications sont les suivantes :

- un nombre important d'opérations nécessite une intervention manuelle de préparation ou de saisie d'informations,
- les principales charges de l'entreprise, autres que les consommations matières, sont ventilées selon un schéma de clés de répartitions définies ou mises à jour en début d'année.

Les informations sectorielles actuellement disponibles autres que les chiffres d'affaires ne sont pas complètes ou pas homogènes.

Par ailleurs du fait de l'intégration grandissante des activités et des filiales et de la rationalisation des unités de production et des réseaux commerciaux, une majeure partie des coûts sont communs aux différents secteurs et les résultats ne reposeraient majoritairement que sur des répartitions.

Un remplacement de l'ensemble du système d'information pour un système intégré (ERP) a été initié en 2006 et devrait être aboutir en 2007. Il sera progressivement étendu aux filiales afin de fournir une information détaillée et homogène.

Données financières de l'exercice 2006 :

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Catégorie d'engagement	Exercice 2006	Exercice 2005
Engagements donnés		
Avals	335	
Cautions	26	1 080
Hypothèques	2 147	3 901
Privilèges inscrits au profit d'organismes sociaux et fiscaux	4 675	4 675
Obligation en matière de location financement	114	94
Contrat de location simple et de maintenance	220	160
Autres	84	15
Engagements reçus		
Cautions	336	413

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Risques de taux :

L'exposition de l'entreprise à la variation des taux d'intérêts est limitée. D'une part, la majorité des dettes liées aux passifs RJ de GANTOIS ou de TISSMETAL ne supportent pas d'intérêts.

Parmi les emprunts résiduels, le principal emprunt immobilier à long terme figure chez HITZ (Suisse) a dorénavant à taux fixes, au taux moyen de = 3.20%.

Enfin, des crédits baux chez ETABLISSEMENTS GANTOIS, GERVOIS et SCI VAL CLAIR, pour un montant global de 260 k€, sont établis sur une base EURIBOR, dont la variation n'a pas d'incidence significative sur le résultat.

Risque de change

Les flux de vente en monnaie étrangère étant limités aux ventes intra-groupe avec les filiales HITZ (alors qu'avec la filiale GANTOIS ROMANIA, le flux exprimé en euro est acheteur).

Au vu de ces enjeux, l'entreprise n'a pas mis en place de politique de couverture contre les risques de change. L'impact de la variation des taux de change en 2006 comparé à 2005 sur la base des taux de change moyens respectifs de chacune des 2 années est non significatif.

Risque sur les matières premières

Les flux d'achats, portant notamment sur l'achat de matières premières en acier hors zone Euro, sont effectués en euros, selon une formule qui intègre la variation des devises des fournisseurs contre euro. En 2006, les variations du prix de l'acier ont été limitées.

Ces achats sont par ailleurs approvisionnés au fur et à mesure des besoins, et ne sont pas effectués avec une politique de cours à terme sur ces matières premières. L'entreprise assure un suivi régulier du cours moyen d'achat en interne, avec suivi d'indices selon les catégories d'aciers achetés, et les répercute dans ses prix de revient et autant que possible dans ses tarifs.

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat moyen par action est obtenu directement en divisant le résultat net part du groupe, par le nombre d'actions constituant le capital nominal de la société ETABLISSEMENTS GANTOIS (au nombre de 1 993 948 actions) s'établit à (0,51) € par action au 31 décembre 2006.

LES COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

ACTIF (chiffres en k€)	31-déc- 2006		31-déc-05	
	Bruts	Amt & prov.	Nets	Nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	597	587	11	11
Concessions, brevets et droits similaires	542	531	11	11
Fonds commercial	56	56	0	0
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	76 295	60 278	16 018	16 858
Terrains	2 345	219	2 126	2 158
Constructions	23 734	16 692	7 041	7 555
Installations techniques	46 484	40 735	5 749	6 980
Autres immobilisations corporelles	3 212	2 631	581	163
Immobilisations en cours	521	0	521	2
Avances et acomptes		0	0	0
Immobilisations financières	14 959	5 068	9 891	9 754
Participations	11 214	5 038	6 177	6 224
Créances rattachées à des participations	3 597		3 597	3 405
Autres titres immobilisés	30	9	22	22
Prêts				0
Autres immobilisations financières	117	22	96	103
Total actif immobilisé	91 852	65 932	25 919	26 622
Actif circulant				
Stocks et en-cours	20 186	2 976	17 209	14 938
Matières premières, approvisionnements	4 348	494	3 854	2 966
En cours de production de biens	1 908		1 908	1 771
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	13 929	2 482	11 447	10 201
Marchandises				
Clients et comptes rattachés	7 217	510	6 708	4 136
Autres actifs	4 950	0	4 950	6 293
Avances et acomptes versés sur commandes	1 610		1 610	1 641
Autres créances	3 161		3 161	4 300
Capital souscrit et appelé, non versé				
Charges constatées d'avance	179		179	351
Ecart de conversion actif			0	
Trésorerie	10 416	1 053	9 363	8 191
Valeurs mobilières de placement	8 140	1 053	7 087	692
Disponibilités	2 276		2 276	7 499
Total actif circulant	42 769	4 539	38 229	33 559
TOTAL ACTIF	134 620	70 472	64 149	60 181

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

Passif (en k€)	<u>31-déc-2006</u>	<u>31-déc-2005</u>
Capitaux propres		
Capital nominal	2 393	14 520
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 683	1 891
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserve légale	1 452	1 452
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	241	241
Report à nouveau	-7 275	-6 781
Résultat de l'exercice	-3 153	-4 830
Subventions d'investissement	150	179
Provisions réglementées	6 262	6 568
Total des capitaux propres	19 752	13 238
Provisions pour risques	1 008	3461
Provisions pour charges	2 936	278
Total provisions	3 945	3 738
 Dettes		
Dettes financières	12 594	13 128
Emprunts et dettes établissements de crédit	11 192	11 770
Emprunts et dettes financières divers	1 402	1 358
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 611	9 321
Autres dettes	19 247	20 756
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	150	177
Dettes fiscales et sociales	18 555	20 262
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	542	251
Produits constatés d'avance		
Ecarts de conversion passif	0	65
Total des dettes	40 453	43 205
TOTAL DU PASSIF	64 149	60 181

Compte de résultat au 31 décembre (en k€)	2006	2005
Produits d'exploitation		
Production vendue de biens	60 674	58 745
Services vendus	2 380	105
Chiffre d'affaires	63 054	58 849
Production stockée	1 436	936
Production immobilisée	152	187
Subventions d'exploitation	76	237
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	676	7 566
Autres produits	207	254
Total des produits d'exploitation	65 601	68 029
Charges d'exploitation		
Achats de matières et approvisionnements	27 032	23 178
Variation de stock	-842	372
Autres achats et charges externes	17 364	15 979
Impôts, taxes	2 349	2 312
Salaires	14 484	18 773
Charges sociales	5 691	6 275
Dotations :		
aux amortissements	2 459	2 486
aux provisions sur actifs circulants	256	316
aux provisions pour risques et charges	324	258
Autres charges	105	121
Total des charges d'exploitation	69 223	70 069
Résultat d'exploitation	-3 622	-2 040
Produits financiers		
Produits financiers	570	268
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	411
Différences positives de change	19	30
Total des produits financiers	589	709
Dotations financières aux amortissements et provisions	271	240
Intérêts et charges assimilées	477	532
Différences négatives de change	33	17
Total des charges financières	780	790
Résultat financier	-191	-80
Résultat courant avant impôts	-3 813	-2 120
Produits exceptionnels	965	18 978
Charges exceptionnelles	-335	-21 803
Résultat exceptionnel	630	-2 826
Impôts sur les bénéfices	-30	-116
Résultat net	-3 153	-4 830

TABLEAU DE FINANCEMENT PAR L'ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE (en k€)

	31/12/2006	31/12/2005
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net	-3 153	-4 830
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	2 402	-10 537
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	18	-798
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-733	-16 165
Variation des stocks	-2 279	-480
Variation des créances liées à l'activité	-1 223	2 581
Variation des dettes liées à l'activité	-2 218	3 212
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 720	5 313
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-6 453	-10 852
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	-1 845	-479
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	2	12 503
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 844	12 024
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Augmentations de capital en numéraire	10 002	
Emissions d'emprunts		183
Remboursements d'emprunts	-534	-759
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	9 468	-576
Variation de trésorerie	1 171	596
Trésorerie d'ouverture	8 191	7 631
Trésorerie de clôture	9 363	8 191

ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX 2006

Avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006, le total du bilan est de 64 148 763 euros. Le compte de résultat de l'exercice est présenté sous forme de liste. La perte nette dégagée lors de l'exercice écoulé (12 mois) est de 3 153 393 euros.

Les notes et tableaux suivants font partie intégrante des comptes annuels.

1. EVOLUTION DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES de l'EXERCICE

L'exercice 2006 est le premier exercice du plan de continuation homologué par le Tribunal de Commerce de Saint Dié le 14 décembre 2005 faisant suite à deux périodes d'observation de la procédure de redressement judiciaire.

C'est également sur cet exercice que s'est réalisée l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2005, augmentation en numéraire de 10 M€ réservée à Baulder sarl, filiale de la société d'investissement Sisu Limited. Cette augmentation a été précédée d'une diminution de capital pour absorber les pertes antérieures. Le groupe anglais a ainsi pris plus de 90% du capital de Gantois SA et le conseil d'administration et la direction générale ont été modifiés.

L'exercice n'a pas connu d'autre restructuration mais a connu des dépenses non reconductibles liées à sa réorganisation.

La mise en place d'un système d'information intégré (ERP) a été initiée dont la première phase de remise à niveau de l'infrastructure a été achevée sur l'exercice.

Un programme de réorientation de la direction financière a été mis en place afin de fiabiliser l'information financière.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

GENERALITES & EVOLUTIONS MAJEURES DE L'APPLICATION DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles générales de base :

- ✓ Continuité de l'exploitation, la sortie en plan de continuation étant confirmée.
- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- ✓ Indépendance des exercices,

Les comptes annuels sont établis conformément au plan comptable général actuel, en incluant les évolutions normatives applicables en France et relevant notamment des réglementations suivantes :

- CNC 2002-10 relative à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.
- CNC 2003-R-01 relative au traitement comptable des engagements de l'entreprise vis à vis de ses salariés au titre des indemnités de fin de carrière, et autres avantages acquis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS

- **Evolution générale de l'application de la réglementation CNC 2002-10 et ses conséquences**

Approche par composants :

La société a travaillé l'approche économique et par composant de ses immobilisations principalement sur les bâtiments et constructions, ainsi que sur les installations techniques spécifiques au métier de GANTOIS.

Le principal axe qui a guidé la société dans son approche par composant et/ou d'évolution de la durée d'amortissement est la durée de vie économique la plus probable en terme d'utilisation. Les spécificités des équipements GANTOIS ne justifient pas de critère autre qui pourrait amener l'entreprise à modifier d'autres paramètres pour le calcul des amortissements.

Il s'ensuit les règles et méthodes comptables suivantes appliquées aux différentes natures d'immobilisations.

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport, et ont fait l'objet de réévaluations en 1959 et 1976. Les éléments incorporels non protégés sont complètement amortis.

Il n'y a pas d'immobilisation incorporelle dont la consistance justifierait une approche par composant.

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties selon le mode linéaire sur une durée de un à cinq ans. Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations, frais éventuels de mise en route de l'actif, minoration des escomptes obtenus) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 et ayant fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

L'approche par composant a abouti à prendre en compte les règles et durées d'amortissements suivantes :

- Pour les installations techniques, suite à une analyse des dossiers d'investissements et de leur évolution en relation avec les responsables du parc industriel, la société a défini l'approche la plus représentative des durées de vie réelles des équipements industriels et de leurs composants.
- Pour les constructions, une fois déterminées les valeurs brutes selon les affectations des bâtiments (industriels, entreposage ou de bureaux), il a été appliqué des modalités d'approche par composant généralement reconnues.

Détermination des durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement sont alors appliquées à chaque nature de composant selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée du composant.

✓ Bâtiments & constructions:

Les bâtiments sont décomposés par éléments et généralement amortis selon les durées suivantes :

- gros œuvre en dur : 40 ans
- agencements extérieurs, voirie et réseaux divers : 40 ans
- gros œuvre en préfabriqué : 30 ans
- second œuvre : 25 ans
- agencements intérieurs, installations : 15 ans
- installations techniques : 20 ans

✓ Equipements industriels :

Quand l'équipement le justifie (métiers à tisser, lignes de perforation...) l'immobilisation est éclatée par composants généralement amortis selon les durées suivantes :

- structure de l'équipement : 30 ans
- composants mécaniques : 10 ans
- composants électroniques et automatismes, commandes numériques : 10 ans
- composants hydrauliques et pneumatiques : 7 ans

Autres immobilisations corporelles :

Le matériel est généralement amorti selon les durées suivantes :

- matériel informatique centralisé : 5 ans
- matériel informatique individuel : de 3 à 5 ans
- mobilier de bureau : 10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature qui conduirait à constater que les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

Pour les actifs immobiliers, l'entreprise a procédé à des évaluations d'expertise en 2005 ou 2006 ne faisant pas apparaître de valeur potentielle à la revente inférieure aux valeurs comptables de chacun des immeubles concernés. Il n'est pas considéré que l'évolution du marché immobilier remette en cause ces évaluations.

- **Conséquences sur le différentiel d'amortissement entre l'application de la réglementation CNC 2002-10 et la réglementation antérieure.**

L'entreprise a par ailleurs conservé les principaux critères des règles d'amortissements antérieurs : amortissement selon la méthode linéaire, sur la totalité de la valeur brute de chaque composant. En outre, pour les biens non décomposés, l'entreprise a généralement maintenu les durées d'amortissements issues des usages.

En conséquence, elle a considéré qu'en l'absence de changement de méthode avéré, l'écart entre les amortissements selon le nouveau référentiel et l'ancien est constitutif d'amortissement dérogatoire, au sens de l'instruction fiscale du 30 décembre 2005

- **Grosses réparations**

Conformément aux recommandations du Comité d'urgence du CNC du 5 décembre 2003, la société n'a pas constitué de provision pour grosses réparations, comme antérieurement.

- **Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires ou la valeur réévaluée pour certains titres possédés au 31 décembre 1976.

La valeur brute est comparée soit à la quote-part de situation nette de chaque filiale prise individuellement, soit à la valeur d'utilité pour la société-mère appréciée en fonction des perspectives de maintien dans le Groupe et/ou de la rentabilité future.

Au 31 décembre, une provision est constituée lorsqu'elle se justifie.

STOCKS

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'acquisition selon la méthode premier entré/premier sorti. Leur valeur brute comprend le prix d'achat et les frais accessoires, hors le coût des transports sur achats.

Les stocks de produits fabriqués sont valorisés à coût moyen de production comprenant les charges directes et indirectes de production, et les amortissements des équipements concourant à la production à l'exclusion du coût de financement de ces biens. Il est également tenu compte de la sous-activité dans les ateliers concernés et seuls les frais engagés pour la production sont pris en compte.

Les produits finis Grillages sont évalués au coût moyen de production, limité au prix de vente s'il lui est inférieur.

Les produits finis Tôles perforées de Saint-Dié, évalués auparavant au coût moyen de production sur l'ensemble de la gamme, ont été valorisés en fonction du prix de revient par épaisseur.

En raison de retards pris dans certains traitements informatiques, la part de valeur ajoutée comprise dans les produits finis et les encours de production a été évaluée sur l'activité du premier semestre 2006. L'impact est considéré non significatif.

Conformément à la réglementation, les quotes-parts de taxe professionnelle et de taxe foncière ont été déduites lors de la mise à jour des prix de revient ayant servi à la valorisation des inventaires.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les stocks à faible rotation sont dépréciés à hauteur de 30%, 50 % ou 95 % pour tenir compte de leur dégradation ou de la perspective de non vente.

Seule la variation de la provision par rapport celle de l'année précédente est enregistrée au compte de résultat.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en fonction de la procédure engagée et de l'ancienneté du dossier.

La dotation est calculée en tenant compte des modalités ci-dessous :

Redressement judiciaire :	90%
Liquidation	100%
Créances en recouvrement contentieux	90%

Les créances qui font apparaître des retards de règlement au-delà de 6 mois, font l'objet d'une provision allant de 25 à 100 % suivant l'ancienneté et le secteur d'activité.

Les litiges significatifs avec les clients font l'objet d'une provision pour risques à hauteur notre responsabilité estimée.

Toutes les provisions sont assises sur le montant hors TVA.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur d'inventaire des titres de placement est constituée, pour les titres cotés, par leur cours moyen de décembre ou le cours de fin d'année. Pour les titres non cotés, c'est leur valeur brute qui est retenue (titres de créances négociables)

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation a été constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres détenus en auto-contrôle a été arrêtée à 5.54€ par action, prix d'expertise retenue pour l'augmentation de capital entérinée le 15 novembre 2005. Une provision pour dépréciation a été constituée à due concurrence.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissement sont étalées en produit exceptionnel sur la durée de vie des investissements concernés.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées enregistrées en 2006 sont constituées du différentiel d'amortissement considéré comme amortissement dérogatoire.

A compter de l'exercice 2005, la contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels pour l'ensemble de ces provisions.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le poste "Provision pour risques" comprend les dotations liées aux litiges clients et aux litiges prud'homaux, lorsque ces litiges sont avérés et qu'ils ne sont pas couverts par un contrat d'assurance de la société.

Les engagements de la société vers ses salariés au titre des indemnités de fin de carrière sont comptabilisés en provision pour charges. La provision de l'exercice est enregistrée en charge d'exploitation par le biais de la dotation aux provisions pour risques et charges d'exploitation.

OPERATIONS EN DEVICES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

INTEGRATION FISCALE

GANTOIS SA a constitué un groupe intégré fiscalement depuis le 1er janvier 2003. Les filiales incluses sont : COMPAGNIE des CLOTURES, GERVOIS, PERFOMAT et S.A.I.G.

3. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN (en euros sauf mention k€)

3.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2005	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/12/2006
<i>Valeurs brutes</i>					
Frais de recherche et développement					
Frais d'établissement					
Concessions, brevets, licences	541 693				541 693
Fonds de commerce	55 720				55 720
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes versés					
Total	597 413	0	0	0	597 413
<i>Amortissements</i>					
Frais de recherche et développement					
Frais d'établissement					
Concessions, brevets, licences	-531 179				-531 179
Fonds de commerce	-55 720				-55 720
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes versés					
Total	-586 899	0	0	0	-586 899
<i>Valeurs nettes</i>					
Frais de recherche et développement	0	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences	10 514	0	0	0	10 514
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés	0	0	0	0	0
Total	10 514	0	0	0	10 514

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31/12/2005	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/12/2006
Valeurs brutes					
Terrains	2 368 359		-22 957		2 345 402
Constructions	23 527 543	252 352	-46 029		23 733 866
Installations techniques, mat. & out.	47 055 739	358 603	-930 684		46 483 658
Autres immobilisations corporelles	2 804 816	528 053	-120 845		3 212 025
Immobilisations corporelles en cours	1 534	520 511	-1 534		520 511
Avances et acomptes					0
Total	75 757 992	1 659 519	-1 122 050	0	76 295 462
Amortissements					
Terrains	-210 183	-8 796			-218 976
Constructions	-15 972 138	-756 750	36 459		-16 692 429
Installations techniques, mat. & out.	-40 075 544	-1 588 856	929 274		-40 735 126
Autres immobilisations corporelles	-2 642 250	-104 900	116 114		-2 631 036
Immobilisations corporelles en cours					0
Avances et acomptes					0
Total	-58 900 116	-2 459 302	1 081 847	0	-60 277 571
Valeurs nettes					
Terrains	2 158 176	-8 796	-22 957	0	2 126 423
Constructions	7 555 405	-504 398	-9 570	0	7 041 437
Installations techniques, mat. & out.	6 980 195	-1 230 253	-1 410	0	5 748 531
Autres immobilisations corporelles	162 566	423 153	-4 731	0	580 989
Immobilisations corporelles en cours	1 534	520 511	-1 534	0	520 511
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total	16 857 876	-799 783	-40 203	0	16 017 891

Le montant de la dotation aux amortissements 2006, qui se monte à 2 459 301€ sur l'exercice, se serait montée à 2 153 492€ sous l'ancien référentiel. La différence, soit 305 810€, a été constatée en reprise d'amortissement dérogatoire (provision réglementée)

3.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2005	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/12/2006
Valeurs brutes					
Titres de participations	11 211 230	3 247			11 214 478
Créances rattachées à des participations	3 405 307	273 000	-81 563		3 596 744
Autres immobilisations financières	154 962	4 400	-11 912		147 450
Total	14 771 499	280 647	-93 475	0	14 958 671
Provisions pour dépréciation					
Titres de participations	-4 987 544	-50 000			-5 037 544
Créances rattachées à des participations					0
Autres immobilisations financières	-30 105				-30 105
Total	-5 017 649	-50 000	0	0	-5 067 649
Valeurs nettes					
Titres de participations	6 223 686	-46 753	0	0	6 176 934
Créances rattachées à des participations	3 405 307	273 000	-81 563	0	3 596 744
Autres immobilisations financières	124 857	4 400	-11 912	0	117 345
Total	9 753 850	230 647	-93 475)	0	9 891 022

Créances rattachées à des titres de participation :

SCI LE VAL CLAIR : Dans le cadre de la participation de GANTOIS dans la SCI LE VAL CLAIR, il a été accordé à cette dernière des avances pour 2 577 k€ figurant au bilan sous la rubrique "créances rattachées à des participations". La société LE VAL CLAIR est titulaire d'un crédit-bail (échéance du contrat en mars 2006) pour des locaux qu'elle loue à des sociétés du Groupe GANTOIS; le montant des loyers qu'elle perçoit, déterminés en fonction du marché, sont inférieurs aux redevances de crédit-bail calculées sur un contrat d'une durée de 15 ans, et conduisent ainsi à une situation nette déficitaire. Malgré tout, il a été convenu que les avances consenties à la SCI LE VAL CLAIR ne seraient pas dépréciées, car les pertes constatées ne résultent pas de circonstances imprévues, et s'inscrivent dans le cadre du déroulement normal d'une opération dont la rentabilité est prévue à terme. En effet, la valeur réelle de l'immeuble (expertise indépendante) est largement supérieure à la situation nette de la SCI. Le capital du crédit-bail restant dû au 31 décembre 2006 est nul et l'immeuble a été acquis début 2007 pour la valeur résiduelle du contrat.

3.3 STOCKS

STOCKS & EN-COURS

	31/12/2005	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/12/2006
Valeurs brutes					
Matières premières	3 505 938	842 354			4 348 292
En-cours	1 788 041	120 067			1 908 108
Produits intermédiaires et finis	12 613 428	1 315 804			13 929 232
Marchandises					0
Total	17 907 407	2 278 225	0	0	20 185 632
Provisions pour dépréciation					
Matières premières	-539 645		45 671		-493 974
En-cours	-16 625		16 625		0
Produits intermédiaires et finis	-2 412 669	-69 698			-2 482 367
Marchandises					0
Total	-2 968 939	-69 698	62 296	0	-2 976 341
Valeurs nettes					
Matières premières	2 966 293	842 354	45 671	0	3 854 318
En-cours	1 771 416	120 067	16 625	0	1 908 108
Produits intermédiaires et finis	10 200 759	1 246 106	0	0	11 446 865
Marchandises	0	0	0	0	0
Total	14 938 468	2 208 527	62 296	0	17 209 291

3.4 CREANCES

ETAT DES CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	2005	2006	A 1 an au plus	A plus d'un an
Avances & acomptes versés aux fournisseurs	1 641 238	1 609 535	1 609 535	
Clients douteux ou litigieux	502 010	475 658		475 658
Autres créances clients (1)	4 149 273	6 741 783	6 741 783	
Personnel et comptes rattachés	107 250	95 637	95 637	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	23 526	413 035		413 035
- impôt sur les bénéfices	1 029 041	69 786	69 786	
Etat et autres collectivités	520 165	177 569	177 569	
- autres impôts, taxes, versement assimilés		1 912	1 912	
- divers				
Groupe et associés (2)	784 479	1 072 321		1 072 321
Débiteurs divers	1 835 519	1 330 956	446 478	884 478
Charges constatées d'avance	351 342	178 900		
TOTAUX	10 943 843	12 167 092	9 142 700	2 845 492

(1) : les créances des clients en France métropolitaine sont financées par affacturage. Le factor finance sous réserve d'acceptation les créances concernées, et en assure le recouvrement et l'encaissement. En contrepartie du service rendu, le factor perçoit des commissions d'affacturage et des commissions de financement. Enfin, pour palier à des risques éventuels, le factor constitue un fonds de garantie ainsi que des réserves, dont les montants sont précisés ci-après.

Au 31 décembre 2006, le montant des créances cédées se monte à 12436 K€ :

Disponibilités	-68 K€
Fonds de Garantie Factor	1 065 K€
Réserves Factor	80 K€
En-cours non financé	93 K€

(2) Prêts et avances consenties aux filiales et impôts résultant de l'intégration fiscale

3.5 DISPONIBILITES & VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Titre cotés	Valeur nette comptable	Valeur boursière
Titres Actions propres nbs 6606	33 605	52 848
Sicav et FCP de la Banque Postale	47 713	47 750
Compte SNVB	7 005 493	7 005 493

Concernant les actions auto-contrôlées, la société n'a procédé à aucun mouvement au cours de l'exercice.

3.6 CAPITAUX PROPRES

	Montant au 01.01.2006	Entrée pour changement de norme	Augmentations	Diminutions et transferts	Montant au 31.12.2006
Capital (1)	14 519 582		2 166 458	-14 293 303	2 392 737
Primes d'émission	1 890 617		17 792 399		19 683 016
Réserve légale	1 451 958				1 451 958
Réserves Réglementées	0			0	0
Réserves (Autres)	241 021				241 021
Report a Nouveau	-6 781 240		-4 830 369	4 336 263	-7 275 347
Résultat de l'Exercice	-4 830 369		-3 153 393	4 830 369	-3 153 393
Subv. d'Investissements	178 754			-29 114	149 640
Provisions Règlementées	6 567 783			-305 809	6 261 974
Total Capitaux Propres	13 238 106	0	11 975 095	-5 461 595	19 751 607

1. Le capital est composé de 1 993 948 actions ordinaires de 1.20 € de nominal.

2. L'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2005 a entériné plusieurs résolutions qui ont abouti début 2006 à une réduction du capital par réduction du nominal dans un 1^{er} temps, puis une augmentation de capital réservée dans un 2^{ème} temps. Ces opérations ont été réalisées et constatées par le conseil d'administration qui s'est tenu le 02 février 2006.

L'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2005 a décidé de l'émission de 544 116 bons de souscription d'actions (BSA) donnant droit à souscrire chacun à une action au prix de 1.20€ de capital et 4.34€ de prime d'émission. L'échéance de souscription est fixée au 31/7/2007. A la date de l'établissement de l'annexe, aucune souscription n'avait été exercée.

L'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2005 a décidé d'une augmentation de capital d'un maximum de 129 000 actions au nominal de 1.20€ assortie d'une prime de 3.24€ chacune, réservée aux salariés et au management de l'entreprise. A la date de l'établissement de l'annexe, la disposition n'avait pas été mise en œuvre.

3.7 PROVISIONS

PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES

	Exercice 2005	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Exercice 2006
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	2 845 589	60 593			2 906 182
Provisions pour litiges clients	111 044	203 628	-57 645		257 027
Provisions pour litiges prud'homaux	680 500	31 736	-242 000		470 236
Provisions pour impôts	101 250		-71 250		30 000
Provision pour situation nette négative Gantois Romania		221 164			221 164
Provision pour situation nette négative Metallweave		60 000			60 000
Total	3 738 383	577 121	-370 895	0	3 944 609

3.8 EMPRUNTS ET DETTES

ECHEANCIER DES EMPRUNTS

	Exercice 2005	Exercice 2006	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 073 438	9 579 068	497 303	3 580 574	5 501 191
Dettes financières diverses	33 077	33 077	33 077		
Concours bancaires courants	1 696 447	1 613 264	86 451	610 732	916 081
Total emprunts et dettes financières	11 802 962	11 225 409	616 831	4 191 306	6 417 272

VENTILATION PAR PRINCIPALES DEVISES

	Exercice 2006	Euro (EUR)	Dollar américain (USD)	Livre sterling (GBP)	Autres
Emprunts obligataires convertibles	0				
Autres emprunts obligataires	0				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 579 068	9 579 068			
Dettes financières diverses	33 077	33 077			
Concours bancaires courants	1 613 264	1 613 264			
Total emprunts et dettes financières	11 225 409	11 225 409	0	0	0

VENTILATION PAR NATURE DE TAUX

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Taux fixe</i>	<i>Taux variable</i>
Emprunts obligataires convertibles	0		
Autres emprunts obligataires	0		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 579 068	9 579 068	
Dettes financières diverses	33 077	33 077	
Concours bancaires courants	1 613 264	1 613 264	
Total emprunts et dettes financières	11 225 409	11 225 409	0

DETTES COUVERTES PAR DES SURETES REELLES

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2005</i>
Hypothèques/nantissement fonds de commerce		
Autres		
Total emprunts et dettes financières	0	0

VARIATION DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	<i>Exercice 2005</i>	<i>Augmenta- tion</i>	<i>Diminution</i>	<i>Autres</i>	<i>Exercice 2006</i>
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 073 438		-493 370)		9 580 068
Emprunts issus de location-financement					
Dettes financières diverses	33 077				33 077
Concours bancaires courants	1 696 447	1 640	-84 823)		1 613 264
Total variation emprunts et dettes financières	11 802 962	1 640	-578 193)	0	11 226 409

Les dettes déclarées à plus d'un an sont constituées essentiellement des dettes issues du passif RJ, dû par la société à l'ensemble de ses créanciers admis au remboursement du passif selon le plan d'apurement autorisé par le tribunal de Commerce.

Nous vous indiquons ci-après le montant total du passif RJ retenu dans les comptes de l'entreprise.

Poste de Bilan	Solde
Emprunts	9 449
Fournisseurs	5 401
Clients	6
Personnel	64
Organismes soc	8 222
Impôts	5 322
Comptes courants filiales	1 379
Créditeurs divers	46
Banques	1 612
TOTAL	31 500

En 1000 euros

3.9 AUTRES INFORMATIONS

PRODUITS A RECEVOIR

	au 31.12.2006	au 31.12.2005
CLIENTS & COMPTES RATTACHES	30 257	24 027
Clients, factures à établir	30 257	24 027
Clients, différences de change latentes		
AUTRES CREANCES DIVERSES	255 111	208 961
Intérêts courrus, créances rattachées à des part.	88 464	15 383
RRR à obtenir et avoirs à recevoir	6 548	8 231
Personnel, avances versées et indemnités diverses à recevoir	95 154	107 250
Produits à recevoir des Organismes sociaux		5 989
Divers produits à recevoir	64 945	72 108
Totaux	285 368	232 989

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les charges et les produits constatés d'avance, ne sont ni significatifs ni exceptionnels. En outre, ils ne présentent pas de variation particulière par rapport à l'exercice précédent.

CHARGES A PAYER

	au 31.12.2006	Au 31.12.2005
Emprunts et dettes financières : intérêts courus sur emprunts et crédits	130 331	130 331
Dettes fournisseurs et comptes rattachés : factures fournisseurs non parvenues	244 929	1 815 773
Autres dettes		0
Dettes fiscales et sociales :	2 792 982	2 675 337
<i>Provisions pour Congés Payés</i>	826 000	962 952
<i>Provisions sur salaires</i>	269 725	288 279
<i>Autres charges salariales</i>	82 046	60 152
<i>Autres charges à payer</i>	87 603	86 786
<i>Charges à payer aux organismes sociaux</i>	477 198	507 532
<i>Impôts et taxes à payer</i>	673 977	829 787
Autres dettes : divers charges à payer	458 478	102 699
Intérêts courus sur découverts : intérêts courus à payer		
Totaux	3 708 766	4 784 292

ECARTS DE CONVERSION DES CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES	Actif	Passif	Provision
	Perte latente	Produit latent	risq. change
Immobilisations financières	5 396		
Créances		5 766	
Dettes	0		0
Totaux	5 396	5 766	0

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

CHIFFRES D'AFFAIRES NET PAR ACTIVITE (K€)	2005	2006
Tissus métalliques et façonnages	16 723	16 032
Tôles perforées	16 480	19 676
Grillages / Applications Industrielles	21 137	23 152
Divers (déchets, ports, etc...)	4 509	4 194
TOTAL	58 849	63 054

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (K€)	2005	2006
France	52 709	55 002
Europe	3 833	5 449
Autres pays	2 306	2 603
TOTAL	58 849	63 054

4.2 OPERATIONS AVEC LES FILIALES

Facturation aux filiales	Ventes & prestations	Autres Produits	Dividendes encaissés	Produits financiers	Transferts de charges
Jetcoup					
Compagnie des Clôtures	338 734				
Gantois Romania	283 039			88 464	
Gervois	1 262				
Emil Hitz	345 895				
Gantois Belgium	895 686				
Metalweave Inc	282 734				
Performat	321 521				
Tissmetal	768 562				
Totaux	3 237 434	0	0	88 464	0

Facturation par les filiales	Achats & ss-traitance	Services extérieurs	Autres charges	Intérêts financiers
Jetcoup	136 199			
Compagnie des Clôtures	19 115			
Gantois Romania	2 690 734			
Gervois				
Gantois Belgium				
Emil Hitz				
S.A.I.G.				
SCI Val Clair				
Performat	502 595			
Tissmetal	234 992	12 583		
Totaux	3 583 635	12 583	0	0

La position financière respective avec les filiales, en dehors des opérations commerciales courantes est détaillée dans le tableau ci-dessous

	SA GANTOIS dettes Financières envers Filiales		FILIALES dettes Financières envers Gantois	
	R,J	Après R,J	R,J	Après R,J
	Cie des clôtures	138 517		
Gantois Belgium	586 943			
Gantois Romania				640 383
Gervois	311 776			4 571
Hitz				93 347
Jetcoup	57 681			587
Performat	69 393			11 254
Saig	214 628	2 751		38 376
Sci Val Clair				2 577 000
Tissmetal			1 170 493	
TOTAL	1 378 938	2 751	1 170 493	3 494 822

4.3 TRANSFERTS DE CHARGE

	2006	2005
Indemnités marchandises perdues / cassées	26 932	16 194
Remboursement organisme externe (sal. Formation)	326	10 536
Coûts restructuration transférés en charges exceptionnelles	0	7 184 951
Remboursement frais avancés pour des tiers et autres transferts de charges	105 225	97 742
Totaux	134 488	7 311 428

4.4 RESULTAT FINANCIER

	Exercice 2006	Exercice 2005
<i>Produits financiers</i>		
Autres produits de participation	513 548	259 482
Gains de change	19 434	30 344
Autres produits financiers	56 046	8 440
Reprises aux amortissements et aux provisions		410 909
Total	589 028	709 174
<i>Charges financières</i>		
Dotations aux amortissements et aux provisions	271 164	240 441
Intérêts et charges assimilées	476 568	532 317
Pertes de change	32 541	16 756
Total	780 273	789 514
<i>Résultat financier</i>	1 369 301	1 498 688

4.5. RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en k€)	2006		2005	
	<u>Produits</u>	<u>Charges</u>	<u>Produits</u>	<u>Charges</u>
Plus-values nettes sur cessions d'immobilisations corp. & incorpor.	145	39	3	
Pénalités et créances, nettes		49		107
Solde d'opérations de restructuration			868	832
Honoraires , charges de transferts industriels & diverses liés au RJ				1 912
Cloture Monthureux, dépréciation sur ensembles immobiliers				124
Litiges divers (prudhommaux, ...)	62	132		430
Provision pour médailles du travail				11
Amortissements dérogatoires	306			158
Charges/Produits sur exercices antérieurs	389	90		
Autres produits (charges) exceptionnels divers	64	26		126
Totaux	965	335	871	3 698
Résultat exceptionnel net		630		-2 827

4.6. RESULTAT FISCAL ET IMPOT SUR LES SOCIETES

VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BENEFCES				
	Comptable	Fiscal	Report déficitaire imputé	Résultat net
Résultat avant impôts				
Courant CT	-3 763 265	-3 389 529	0	-3 813 265
LT	-50 000	-50 000	0	
Exceptionnel CT	628 768	677 721	677 721	630 255
LT	1 487	1 487	1 487	
TOTAL	-3 183 010	-2 760 321	679 208	-3 183 010

SITUATION FISCALE DIFFEREE

Rubriques		31/12/2006
Total accroissement futur de la charge d'impôt		
Base impôt au taux de	33,33%	
Provisions pour IDR et MT de l'exercice		183 341
Taxes diverses non déductibles		140 770
Provision pour risque de change		
Déficits fiscaux cumulés		33 241 065
Déficits de l'exercice		2 711 808
Total allègement futur de la charge d'impôt	33,33%	12 091 119
Moins-values à Long Terme		862 664
	19,00%	163 906
Situation cumulée fiscale différée		12 255 025

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS, DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Catégorie d'engagement	Exercice 2006	Exercice 2005
Engagements donnés		
Avals	335 252	335 252
Cautions	15 000	55 000
Hypothèques		
Effets escomptés non échus		
Autres		
Engagements reçus		
Avals		
Cautions	336 342	412 546
Effets escomptés non échus		

En outre, dans le cadre du contrat d'affacturage, la société s'est engagée à rembourser au Factor toutes les créances cédées qui seraient contestées par la clientèle.

5.2. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE LOCATION ET DE CREDIT BAIL

ENGAGEMENTS EN MATIERE DE CREDIT BAIL MOBILIER	Montants
Valeur d'origine HT	1 334 258
Amortissements :	
- Cumuls d'exercices antérieurs	861 104
- Dotation de l'exercice	295 824
Total	1 156 928
Redevances payés TTC	
- Cumuls d'exercices antérieurs	1 202 949
- Dotation de l'exercice	354 150
Total	1 557 099
Redevances restant à payer (TTC)	
- A un an au plus	212 086
- A plus d'un an et cinq ans au plus	0
- A plus de cinq ans	0
Valeur résiduelle	
- A un an au plus	15 959
- A plus d'un an et cinq ans au plus	
- A plus de cinq ans	

5.3. REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément à l'article L.225-102-1 alinéa 1 du Code du Commerce, la rémunération brute totale ainsi que les avantages en nature versés par la société aux mandataires sociaux, au cours de l'exercice écoulé est de 486 000 €.

Aucun jeton de présence n'a été versé en 2006.

5.4. RISQUES

5.4.1. RISQUES DE CHANGE

La quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en euro, ce qui induit une absence de risque de change. Une part du chiffre d'affaires est réalisé avec la filiale américaine Metalweave Inc. en dollar US. Ce chiffre est très inférieur aux achats effectués dans la même monnaie. L'autre risque de change concerne la créance de 272 000 francs suisses que nous avons avec la filiale suisse Emil Hitz. Nous n'avons pas de couverture du fait de la modicité de ce prêt. La société n'a souscrit à aucun contrat de couverture et produit dérivé.

5.4.2. RISQUES DE TAUX

Les emprunts et dettes financières qui sont rémunérées (certaines des créances bancaires admises au passif RJ le sont sans intérêts) le sont tous en taux variable. La référence majoritaire est l'EURIBOR ou l'EONIA 3 mois, augmenté d'une commission allant de 0.35% à 0.50%.

Par contre, les avances consenties par le factor, dans le cadre du contrat d'affacturage, sont soumises à un taux variable court terme. Du fait du redressement judiciaire, les dettes financières ayant été gelées, aucun frais financier n'a été enregistré depuis le 23 juillet 2004 ce qui élimine tout risque de taux, hors financement par le factor. La société n'a souscrit à aucun contrat de couverture et produit dérivé.

5.4.3. RISQUES INDUSTRIELS

Tous nos sites industriels font l'objet des contrôles et vérifications périodiques réglementaires par un organisme agréé. Celui-ci contrôle nos appareils de levage et manutention, nos machines, nos installations électriques et nos appareils de pression. Nous avons également des contrats d'entretien pour nos extincteurs et RIA (robinets d'incendie armés)

Les activités de la société relèvent des régimes classiques de déclarations et d'autorisations préalables d'exploitation. Aucun de nos sites n'est soumis à la réglementation des risques industriels majeurs, type Seveso. Notre type de production est faiblement générateur de nuisances par rapport à l'environnement mais la société a engagé des actions de prévention en rapport avec le référentiel ISO 14000, notamment en matière de rejets (eaux issues de process, traitées avant rejet, suppression de substances/solvants appauvrissant la couche d'ozone) ou de nuisances sonores. En conséquence, la société n'a pas émis de rapport environnemental séparé.

Aucun risque significatif n'a été identifié sur l'ensemble de nos sites, y compris le site de Monthureux qui a arrêté définitivement son activité au cours du 1^{er} trimestre 2005.

5.4.4. ASSURANCES ET COUVERTURES DE RISQUES

La politique de couverture s'inscrit dans celle du Groupe Gantois qui souscrit auprès d'assureurs notoirement solvables des polices d'assurances couvrant les risques identifiés pour des montants adaptés.

Responsabilité civile d'exploitation: couverture à concurrence de 8 M€ par sinistre

Responsabilité civile après livraison: couverture à concurrence de 6 M€ par an

Responsabilité civile des dirigeants: couverture à concurrence de 4,0 M€

Assurance "dommages aux biens" qui couvre les bâtiments, le matériel et les stocks ainsi que la perte d'exploitation:

- Bâtiments à concurrence de la valeur vétusté déduite
- Matériel à concurrence de la valeur vétusté déduite
- Stocks à concurrence de la valeur de remplacement

Ces trois postes sont garantis à hauteur de 192 M€.

- Perte d'exploitation à concurrence de la marge brute de la société.

5.5. EFFECTIFS MOYENS

	2006	2005
Cadres	65	55
Agents de maîtrise et techniciens, employés	167	205
Ouvriers	322	338
Totaux	554	598

Le plan de réduction des effectifs mis en oeuvre à la fin de l'exercice 2004 s'est terminé à la fin de l'exercice 2005.

5.6. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET MEDAILLES DU TRAVAIL

La société relève, en matière de retraites, des conventions ci-après :

- convention collective du travail du personnel mensuel de la Métallurgie des Vosges
- convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la Métallurgie.

Dans ce cadre, l'entreprise est assujettie au versement d'indemnités de fin de carrière au moment du départ à la retraite de ses salariés. Pour évaluer ces engagements, il est effectué un calcul actuariel qui prend en compte l'engagement relatif de la société vis à vis de chacun de ses salariés présents à la date de clôture des comptes. Le calcul tient compte de la probabilité de présence à l'âge de la retraite, et de l'échelonnement de l'engagement par un coefficient d'actualisation; il est pris en compte au prorata de l'ancienneté acquise par le salarié. Les principales hypothèses sont les suivantes :

- *coefficient de revalorisation des salaires 1%*
- *table de mortalité: tables prospectives de génération*
- *taux d'actualisation:4,5%*
- *taux de charges sociales: 47,81%*
- *taux d'inflation future: 2%*
- *taux de turn-over: 3,48% âges de départ à la retraite à 60 ans pour le personnel mensuel et 63 ans pour les cadres*

Par ailleurs, la société comptabilise également le montant de ses engagements au titre des médailles du travail.

Pour l'ensemble du personnel, le montant des engagements se monte à :

	2006	2005
Engagements IFS pour l'ensemble des salariés	2 628 K€	2 567 K€
Engagements au titre des médailles du travail	278 k€	278 k€

5.6. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

La charge future résultant du droit individuel à la formation (DIF) n'est pas comptabilisée dans les comptes sociaux.

L'évaluation est calculée sur la base des droits individuels en tenant compte de la situation de chaque salarié et en considérant que tous les salariés allaient exercer leurs droits.

La charge future inclue les salaires et charges proprement dit et également un coût moyen de formation (inscription, prestations extérieures etc).

Au 31 12 2006 l'engagement est évalué à 1 643 361 euros.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Capital	Réserves & report à nouv.	% du capital détenu	VALEUR COMPTABLE des titres		Prêts & avances consentis au 31.12	Caution s & avals donnés par la Sté	CA HT exercice 2006	Résultat Net 2006	Dividen des encaissés
				Brute	Nette					
TISSMETAL SA - REIMS (51)	1 441 200	-88 657	99,90%	4 540 330	1 570 630	1 170 492	0	10 337 956	331 913	0
COMPAGNIE DES CLOTURES Z.I. - MITRY-MORY (77)	153 000	718 267	99,91%	186 960	186 960	129 305	0	2 498 738	100 397	0
GANTOIS BELGIUM - Belgique	200 000	553 934	99,68%	391 983	391 983	0	0	1 202 903	-18 688	0
S.A. IMMOBILIERE GANTOIS SAINT-DIE (88)	39 680	397 886	99,45%	189 218	189 218	38 376	0	10 824	8 393	
PERFOMAT SA - DOMENE (38)	86 400	879 496	99,44%	586 240	586 240	11 254	0	2 436 234	3 414	
METALWEAVE INC - USA (MA)	USD	USD		281 021	0	0	0	400 000	-110 000	0
SA JETCOUP - SAINT-DIE (88)	243 918	-76 182	65,91%	160 773	80 000	587	0	182 291	-15 301	0
SCI LE VAL CLAIR - SAINT-DIE (88)	457 347	-3 703 585	65,00%	297 276	0	2 557 007	0	451 466	271 758	0
SCI L'ARONDELLE - DOMENE (38)	1 600	333 433	99,00%	233 095	233 095	0	0	84 000	40 315	
GERVOIS SA - PONT REMY (60)	231 000	1 020 986	99,80%	1 880 819	1 629 232	4 571	0	2 700 521	122 083	
Sté Emil HITZ AG - SUISSE Hardstrasse 22 - CH BASSERSDORF	CHF 2 500 000	CHF -476 012	99,00%	2 188 005	1 309 232	150 000	0	5 830 383	161 393	0
GANTOIS ROMANIA - ROUMANIE	50 000	-127 431	1000%	50 000	0	640 383		3 115 044	-144 585	0
S.A. KOLYS	200 200	-732 820	34,00%	228 727	0			1 937 718	12 021	

Les prêts et avances comprennent également les avances temporaires non liées à des opérations commerciales

A la date d'arrêté des comptes de Gantois SA, les comptes de la société Metallweave ne sont pas arrêtés, il s'agit d'une situation provisoire.

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2002	2003	2004	2005	2006
I. Capital en fin d'exercice					
	14 519	14 519	14 519	14 519	
a. capital social	582	582	582	582	2 392 737
b. nombre des actions ordinaires existantes	188 566	188 566	188 566	188 566	1 993 948
c. nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
d. nombre maximal d'actions futures à créer				2 478 498	673 116
II. Opérations et résultats de l'exercice					
	72 262	65 629	64 711	58 849	63 053
a. Chiffre d'affaires hors taxes	706	210	560	238	650
b. Résultat avant impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	805 596	-6 517 793	-5 379 251	-7 929 417	-993 568
c. Impôt sur les bénéfices	29 058	-336 080	30 750	-115 628	-29 617
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e. Résultat après impôt et charges et produits calculés (amort. & prov.)	-6 464 313	-12 833 035	-16 710 549	-4 830 369	-3 153 393
f. Résultat distribué	0	0	0	0	0
II					
I. Résultats par action					
a. Résultat après impôt, mais avant charges calculées (amort. & prov.)	4,12	-32,78	-28,36	-42,66	-0,50
b. Résultat après impôt et charges calculées (amort & prov.)	-34,28	-68,06	-88,62	-25,61	-1,58
c. Dividendes distribuées à chaque action	0	0	0	0,00	0,00
I					
V Personnel					
a. Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	939	886	756	598	554
	21 209	20 475	18 733	18 773	14 484
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	878	550	399	230	193
c. Montant des sommes versés au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	7 886 501	7 862 499	6 862 379	5 920 630	5 690 603